

DIALOGUES

SECURITAIRES
DANS L'ESPACE
SAHELO - SAHARIEN

LES DEFIS ET ENJEUX SECURITAIRES DANS L'ESPACE SAHELO-SAHARIEN

LA PERSPECTIVE DE LA LIBYE

Par MOHAMED ELJARH

Mentions Légales

© Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Bamako, 2016

Responsable : Jan Henrik Fahlbusch, Représentant Résident

Comité de rédaction : Countel Kanne, Jan Henrik Fahlbusch

Commandes de publications

L'utilisation commerciale des médias publiés par la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES) est interdite sans l'autorisation écrite de la FES.

Les idées et thèses développées dans la présente étude sont celles de l'auteur et ne correspondent pas nécessairement à celles de la FES.

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	4
INTRODUCTION	5
I. LES PRINCIPAUX DEFIS ET MENACES EN TERME DE SECURITE	5
II. REPONSE DE LA LIBYE AUX DEFIS ET MENACES EN TERME DE SECURITE	8
III. DIMENSION REGIONALE SAHELO-SAHARIENNE	13
IV. LES INTERETS STRATEGIQUES DE LA LIBYE EN REGION SAHELO-SAHARIENNE	14
V. STRATEGIES BILATERALES ET MULTILATERALES DANS LA REGION SAHELO-SAHARIENNE	15
RECOMMANDATIONS	16

AVANT-PROPOS

Les récentes crises libyenne et malienne ont exacerbé l'insécurité multidimensionnelle (personnelle, économique, politique, sociale, environnementale, sanitaire, etc.) des populations vivant dans l'espace sahélo-saharien et mis en exergue non seulement la faiblesse des Etats mais aussi la nécessité d'une coopération régionale, notamment entre le Maghreb et l'Afrique de l'Ouest pour relever ensemble les défis communs.

C'est à partir de ce constat que le projet « Dialogues sécuritaires dans l'espace sahélo-saharien » a été initié par la Friedrich-Ebert-Stiftung-Mali, en réseau avec les bureaux du Maroc, du Sénégal et de la Tunisie, dans le but de souligner les fortes interdépendances entre l'Afrique du Nord et de l'Ouest en matière de sécurité et de promouvoir le dialogue national et sous régional sur les défis et menaces sécuritaires nationaux et transfrontaliers.

Ainsi, en vue de procéder à un état des lieux de ces questions en les mettant en perspective avec le concept de sécurité humaine, des études-pays ont été commanditées dans les pays concernés par le projet, à savoir : l'Algérie, le Burkina Faso, la Libye, Le Mali, le Maroc, la Mauritanie, le Niger, le Sénégal, le Tchad et la Tunisie. Chaque étude-pays a été soumise à une validation nationale devant un comité de spécialistes de la sécurité humaine du pays concerné. Aussi, les études-pays ont fait l'objet d'un atelier d'experts pour non seulement une mise en commun des défis mais aussi dégager les priorités d'actions politiques communes dans l'espace maghrébo-sahélien.

Les études-pays sont donc la première phase de ce projet pluriannuel et la base intellectuelle sur laquelle reposeront les activités ultérieures du projet, notamment la conférence régionale dont les thématiques prioritaires ont été dégagées lors de l'atelier des experts.

Les résultats du projet s'adressent à tous les acteurs en charge de la sécurité humaine dans toutes ses dimensions et constitueront une importante source d'informations et d'orientations pour les décideurs politiques et autres acteurs de la société civile ainsi que pour les chercheurs et universitaires nationaux et étrangers.

Bamako, juillet 2016

Jan Henrik Fahlbusch
Représentant Résident

Countel Kanne
Chargée de programme

INTRODUCTION

Depuis le début de la révolte libyenne et le renversement ultérieur du régime de Kadhafi, la trajectoire libyenne a pris une mauvaise tournure caractérisée par la multiplication des groupes armés, la prolifération des stocks massifs d'armes et de munitions, l'échec de la transition politique, et la fragmentation des institutions étatiques, qui ont abouti à un refuge pour les groupes terroristes dans la région, y compris l'État soi-disant islamique et ses filiales. Par conséquent, une deuxième guerre civile de faible niveau a éclaté entre les forces soi-disant révolutionnaires qui ont travaillé ensemble pour renverser le régime de Kadhafi avec l'aide de l'OTAN et de certains pays arabes. Tous ces développements représentent d'énormes défis en matière de sécurité et de menaces pour la Libye et la région sahélo-saharienne.

L'instabilité en Libye a eu un impact direct sur la région déjà fragile du Sahel. Une région qui fait face à une multitude de défis et menaces allant simultanément de l'extrême pauvreté au changement climatique, sécheresse et crises alimentaires fréquentes, croissance rapide de la population, gouvernance fragile, corruption, tensions internes non résolues, extrémisme violent et radicalisation, trafic illicite et menaces de sécurité liées aux terroristes.

I. LES PRINCIPAUX DEFIS ET MENACES EN TERME DE SECURITE

L'environnement totalement instable pousse la Libye à faire face à d'énormes défis de sécurité internes et externes. Compte tenu du pouvoir d'un seul homme à savoir la culture du régime de Kadhafi, des institutions et des structures de sécurité vitales se sont effondrés suite à la chute du régime en 2011. L'effondrement des institutions de sécurité intérieure et des structures telles que la police, l'administration de la justice et état de droit avec les questions relatives aux forces armées, services de renseignement, et institutions civiles chargées de la gestion a suivi. Cela est vrai, même si certains soutiennent que ces institutions sous l'ancien régime étaient autoritaires et ne disposaient pas de structures durables pour assurer la continuité après la chute du régime Kadhafi. Le vide laissé après la révolte en 2011 a été rempli avec des milices lourdement armées et des groupes qui ne disposaient pas de sens de professionnalisme, de discipline ou de cohésion. De telles circonstances ont contribué au processus de Démobilisation Désarmement et Réinsertion (DDR) et à la réforme du secteur de sécurité (RSS) une mission impossible pour les gouvernements faibles successifs qui se sont succédé au pouvoir depuis 2011.

Les défis de sécurité internes associés au manque d'institutions opérationnelles, les milices armées et la prolifération des armes dans l'environnement anarchique qui a suivi pendant la période post-Kadhafi en Libye, ont exposé le pays à d'énormes menaces de sécurité externes. En conséquence, la Libye est devenue un foyer pour les groupes extrémistes djihadistes tels que l'État soi-disant islamique (ISIS ou ISIL), Al-Qaïda au Maghreb islamique ou AQMI et Boko Haram, ainsi que les mouvements armés tels que le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNL) et le Mouvement pour la justice et l'égalité (MJE). En outre, la Libye est devenue le pays de transit préféré dans la région pour les activités des personnes et des réseaux de trafic de drogue. Cette menace de violents groupe djihadistes associée aux énormes flux de réfugiés et de migration, a ajouté une nouvelle dimension régionale aux défis de sécurité auxquels la Libye fait face avec des implications majeures de sécurité pour l'ensemble de la région, en particulier l'Afrique du Nord, le Sahel et l'Europe.

Nature des défis et menaces en terme de sécurité

La nature des défis et des menaces de sécurité en Libye post-Kadhafi pourrait être généralement catégorisée comme interne et externe.

Les enjeux sécuritaires internes se rapportent aux pauvres gouvernances, la prolifération des armes et milices armées, l'instabilité politique et économique. Par exemple, peu de choses ont été faites au cours des dernières années pour se lancer dans un processus clé de sécurité tels que DDR et SSR. En outre, il y a eu une crise de légitimité en constante évolution et le manque de confiance dans les institutions gouvernementales en Libye depuis 2011 avec des groupes politiques et armés exerçant une tactique de violence ou d'intimidation pour imposer leur agendas. Ces développements ont exacerbé l'insécurité et l'instabilité en Libye conduisant même les groupes armés et les milices à garder leurs armes et à maintenir leurs structures autonomes. En retour, les autorités centrales post-Kadhafi en Libye se sont affaiblies avec le temps, ce qui a été à l'origine d'une perte énorme de confiance de la part de ses citoyens. Par conséquent les individus se sont repliés dans leurs enclaves sociales les plus élémentaires tels que la famille, le groupe, la tribu ou la ville dans la poursuite de la sécurité et parfois de la justice que les institutions de l'Etat ont été incapables de fournir. Suite à cela, les périphéries se sont

multipliées d'une manière significative, ce qui a contribué à freiner les efforts de développement et de reconstruction post conflit, de la part des autorités. Tant que la situation de sécurité ne sera pas sous contrôle, des tentatives de progrès sur tous les autres fronts tels que le développement politique, économique et social seront une tâche ardue et constamment à risque.

Une partie des défis de sécurité externes découlent des groupes extrémistes et criminels transfrontaliers qui ont profité du vide après l'effondrement du régime de Kadhafi qui leur permet d'opérer librement dans diverses parties du pays. Les aspirants extrémistes djihadistes en particulier des pays voisins tels que la Tunisie, l'Egypte, le Mali et d'autres pays d'Afrique subsaharienne se sont rendus en Libye pour rejoindre des groupes extrémistes. L'instabilité et l'anarchie ont fait de la Libye un terrain très favorable pour les groupes extrémistes pour établir des camps d'entraînement et pour prendre le contrôle des villages et même de villes entières.

La présence de groupes extrémistes djihadistes et leurs activités apportent de nouveaux défis en matière de sécurité pour la Libye. Depuis le renversement du régime de Kadhafi, certains pays ont pris des mesures unilatérales en Libye. Les États-Unis ont arrêté deux djihadistes libyens en 2013 ET 2014. Abou Anas al-Libi et Ahmed Abukhatallabboth soupçonnés d'être impliqués dans des attaques contre des cibles américaines à la fois en Libye et à l'étranger.

En outre, à deux occasions distinctes, les États-Unis ont mené au moins deux bombardements aériens ciblant les hauts dirigeants d'Al-Qaïda et d'ISIL et leurs camps d'entraînement dans les villes de Ejdabyia, dans la partie Est de la Libye en Juin 2015 et de Sabratha dans la partie Ouest de la Libye en Février 2016. De plus, l'armée de l'air égyptienne a effectué des bombardements aériens en Février 2015 ciblant les groupes de l'ISIL dans la l'est de la ville de Derna en réponse à l'assassinat de 21 coptes égyptiens par les mains de l'ISIL, dans la ville côtière de Syrte. De telles actions unilatérales sont considérées comme des facteurs contribuant à un nouveau type d'insécurité et d'instabilité en Libye. Cela met en lumière le rôle des interventions étrangères dans l'amplification de l'insécurité et dans la création d'un environnement fertile pour les groupes terroristes et les guerres civiles.

Causes fondamentales et principaux facteurs

Les menaces et défis de sécurité en Libye sont le résultat d'un certain nombre de causes profondes, y compris le vide institutionnel qui a suivi la révolte de 2011, et depuis lors, il y a eu d'énormes lacunes en matière de gouvernance et de légitimité. Les institutions politiques et administratives ont été incapables de faire face à la période qui a suivi le renversement du régime de Kadhafi.

Aucune vraie tentative n'a été faite en termes de processus DDR et RSS avec les autorités successives qui ont pensé qu'ils pourraient acheter le moyen de sortir de leurs problèmes de sécurité. L'apaisement des milices et des groupes armés révolutionnaires est devenu la seule politique. Les paiements effectués aux révolutionnaires ont conduit à une augmentation exponentielle du nombre des militants armés. Les groupes armés ont été transformés en moyen de faire de l'argent, créant des entreprises privées qui font de l'extorsion de fonds du gouvernement. Par conséquent, cela multiplie les difficultés et les enjeux auxquels sont confrontés tout processus de DDR ou de RSS.

En outre, l'incapacité à se lancer dans une véritable réconciliation et processus de justice transitionnelle a conduit des communautés entières dans certaines parties de la Libye à rejoindre les groupes armés pour des raisons de protection ou à la recherche de vengeance ou même pour faire justice. Les intérêts opposés des groupes politiques et armés compliquent les perspectives des futurs processus de réconciliation ou de justice transitionnelle.

Le manque de capacités appropriées pour la surveillance et le contrôle frontaliers a transformé la Libye en un refuge pour les groupes criminels et djihadistes. Les activités criminelles ont transformé la Libye en une machine à faire de l'argent au profit de ces groupes à travers les activités criminelles telles que la traite des personnes et le trafic de drogue, la contrebande d'armes et d'autres activités criminelles qui représentent un revenu important pour ces groupes. Le vide institutionnel dans les secteurs de la défense et de la sécurité, ainsi que, le manque de ressources et de la technologie est également un facteur aggravant.

Certains facteurs déterminants en termes d'actuels et futurs enjeux sécuritaires pour la Libye comprennent les éléments suivants:

1. **Sécurité et instabilité politique:** Le vide sécuritaire permanent et l'instabilité politique représentent les facteurs déterminants de la sécurité actuelle et future. La crise politique dans le pays menace d'une guerre civile de faible niveau prolongé, qui a et continuera à fournir l'environnement parfait pour les groupes criminels et djihadistes pour prospérer.
2. **Crise Economique:** La crise politique en Libye mène le pays vers une faillite certaine. Le manque d'opportunités de travail et de salaires, l'augmentation des prix des denrées alimentaires et le manque de produits, va ramener les gens davantage dans leurs enclaves de base et vers le groupe qui semblerait pouvoir satisfaire leurs besoins humains les plus fondamentaux, y compris la sécurité, les salaires et la nourriture. Les activités transfrontalières

et criminelles en Libye et augmenteront en conséquence.

3. **Lutte pour le contrôle du pétrole:** La lutte pour le contrôle de l'infrastructure pétrolière et gazière de la Libye, à savoir les champs de pétrole, les terminaux et les pipelines, a été un facteur d'instabilité et de conflit dans la période post-Kadhafi en Libye. Divers groupes concurrents connaissaient l'importance du secteur du pétrole et du gaz qui représentent la seule source de revenus de la Libye. Le contrôle de l'infrastructure pétrolière et gazière a donné un avantage énorme et un effet de levier politique pour ceux qui le contrôlent. À de nombreuses reprises le contrôle des champs pétrolifères, des terminaux et des pipelines a été utilisé comme objet de marchandage ou de négociation politique pour forcer les autorités centrales de Tripoli à faire des concessions. Voici quelques moments clés de la lutte pour le contrôle de l'infrastructure pétrolière et gazière de la Libye où l'infrastructure pétrolière et gazière a été utilisée en tant que monnaie d'échange politique:
 - i. En 2013, un fédéraliste armé exigeant l'autonomie de Tripoli a saisi les principaux terminaux pétroliers de la Libye de Essidra et RasLanuf et a arrêté les exportations cruciales de pétrole depuis lors privant les autorités centrales des recettes pétrolières indispensables.
 - ii. les groupes ethniques Tebuan Taureg dans le Sud ont à plusieurs reprises fermé les gisements profonds dans le désert libyen pour protester contre les politiques liées à leurs droits ou exigeant des possibilités d'emploi.
 - iii. Des groupes de la ville de Zintan ont fermé la principale canalisation reliant les champs pétrolifères du Sud aux terminaux pétroliers dans le Nord depuis 2014 pour protester contre l'expulsion des groupes armés liés à la ville, de leurs positions dans la capitale, Tripoli, par les forces de Fajr Libya (L'Aube de Libye) (une coalition de Misratans et des groupes armés islamistes dans la capitale de Tripoli).
 - iv. En 2014, les forces de Fajr Libya (L'Aube de Libye) ont lancé une attaque sur les terminaux pétroliers de Essidra et RasLanuf dans une tentative d'en prendre le contrôle. Les combats avec les forces du dirigeant fédéraliste armé Ibrahim Jathran (aussi connu comme les Gardes des installations pétrolières dans la région centrale – PFG ont causé de grands dommages à l'infrastructure du terminal pétrolier d'Essidra.
 - v. En Janvier 2016, les forces de la ville de Syrte ont lancé une attaque sur les mêmes terminaux pétroliers dans la tentative d'en prendre le contrôle, mais cette dernière a échoué. Après avoir échoué à contrôler l'infrastructure vitale de pétrole et de gaz, les forces de l'IS ont commencé à attaquer les champs pétrolifères et les terminaux non pour le contrôle, mais plutôt pour saboter l'infrastructure pétrolière et gazière de la Libye dans l'objectif de priver les futurs gouvernements des ressources financières nécessaires et qui pourraient être utilisées pour lutter contre la présence des groupes extrémistes djihadistes tels que l'IS.
4. **Crise de légitimité:** L'absence d'un contrat social légitime et d'institutions fondées, alimente un déficit de confiance déjà énorme entre les différents groupes, les régions et les villes. Dans un environnement post-conflit comme la Libye, il est essentiel de faire une distinction entre la légitimité et la capacité de prestation - et comment ces deux concepts se rapportent les uns aux autres en termes de prestation de services tels que la sécurité - Par exemple, les officiers et soldats de l'ancien régime sont bien formés dans diverses disciplines militaires et sécuritaires, mais ils manquent de légitimité pour offrir leurs services en raison du contexte post-conflit où la légitimité révolutionnaire a dominé la scène en Libye sur une période de quatre ans après le renversement du régime de Kadhafi.
5. **Nouvelles menaces djihadistes:** L'émergence de l'ISIL représente une nouvelle forme de défi sécuritaire pour la Libye et la région sahélo-Saharienne. L'ISIL cherche à contrôler le territoire et à user de ce stratagème pour le lancement de nouvelles attaques en vue de contrôler davantage de territoires ou juste de les déstabiliser. Par exemple, la présence de l'ISIL en Libye représente un énorme défi en soi, mais même sa défaite en Libye représente un nouveau défi quant à la sécurité et par conséquent à la région. Les militants de l'ISIL sont susceptibles de fuir vers les pays voisins en Afrique du Nord et dans la région du Sahel, ce qui semble susceptible

de représenter un enjeu significatif quant à la sécurité pour les pays de la région. Avec une nouvelle intervention étrangère imminente en Libye pour lutter contre l'ISIL, une répétition des effets déstabilisateurs déjà vécue en 2011, est très probable.

6. **Crise de développement:** Des décennies de crise dans le développement dans la région ont facilité le recrutement de groupes tels que l'ISIL, étant donné qu'ils contrôlent le territoire et génèrent un pourcentage important de revenus sur le commerce illicite et les activités criminelles. Certains rapports indiquent que les migrants économiques choisissent souvent de travailler avec l'ISIL par nécessité économique. Tel est le cas pour de nombreux migrants égyptiens et africains subsahariens. En outre, il a été signalé que les groupes criminels et les passeurs coopèrent avec des groupes extrémistes djihadistes dans la région.
7. **Crise de la migration:** La Libye a été un pays de transit pour les migrants en provenance de pays africains désirant se rendre en Europe. Au cours de la dernière décennie du régime de Kadhafi, l'Italie a réussi à négocier un accord avec son régime concernant le contrôle de la migration irrégulière à travers la Libye. Parfois Kadhafi utilisait la migration vers l'Europe comme une monnaie d'échange politique et d'autres fois il l'utilisait comme une menace. Depuis 2011, la migration irrégulière est devenue une entreprise en plein essor pour les trafiquants d'êtres humains. La migration représente un défi de sécurité pour la Libye et une menace pour toute la région et pour l'Europe. À l'heure actuelle, il n'y a pas de stratégies globales ou d'accords bilatéraux ou multilatéraux mis en place pour régler le problème. Cette année, la Libye a été évaluée comme étant la principale source de la migration irrégulière vers l'Europe, étant donné que l'UE a conclu un accord avec la Turquie pour gérer le flux des réfugiés et le retour des migrants économiques vers la Turquie et dans leur pays d'origine. Il est attendu que les réseaux de traite de personnes focaliseront leurs activités sur la Libye étant donné que l'anarchie, le vide politique et institutionnel dans le pays leur fournissent un environnement parfait pour ces activités.
8. **Menace d'intervention en Libye:** Le 17 Mars 2011, le Conseil de sécurité des Nations unies a adopté la résolution 1973 pour un «No-fly zone» (imposer une zone d'exclusion aérienne) sur la Libye, ce qui a ouvert la voie à une intervention dans le pays qui a contribué à renverser le régime de Kadhafi qui était face à une révolte de son propre peuple. Pendant plus de cinq ans, la situation en Libye s'est caractérisée par l'approfondissement des divisions et la fragmentation du pays, l'influence croissante et l'expansion de l'Etat islamique, et une nouvelle intervention étrangère imminente pour lutter contre l'instabilité croissante dans le pays, en particulier l'expansion de l'ISIL et la crise des migrations (réfugiés) qui s'avère avoir un effet déstabilisateur sur toute la région. Avec les capitales occidentales, notamment européennes plutôt orientées vers la Libye, il est clair que toute action militaire étrangère sans effort concerté et concentré sur la réconciliation et l'union des groupes armés clés en Libye, ne pourra pas atteindre le résultat escompté de l'éradication de l'Etat islamique et du rétablissement de la stabilité dans le pays. L'intervention étrangère, seule au moyen d'attaques aériennes, comme en Syrie et en Irak ne sera pas couronnée de succès et pourrait avoir des résultats potentiellement désastreux et servir comme outil de recrutement et de propagande pour l'Etat islamique qui pendant de nombreux mois, n'a fait qu'encourager les combattants à partir en Libye. Étant donné que la Libye a été un environnement très hostile pour les islamistes, seul un petit nombre de Libyens a rejoint le groupe ou sympathisé avec sa cause. Lutter contre l'intervention occidentale pourrait donner à l'État islamique en Libye la légitimité qui lui manque. Il est donc critique que toute intervention étrangère en Libye ait un élément libyen fort sur le terrain; sinon une telle intervention ne servirait que de coup de pouce pour le recrutement de l'Etat islamique en Libye et dans la région.

II. REPONSE DE LA LIBYE AUX DEFIS ET MENACES EN TERME DE SECURITE

La capacité de la Libye à la fois politique et institutionnelle pour répondre aux défis et aux menaces de sécurité peut être décrite comme faible, au mieux. La désintégration et la fragmentation des institutions étatiques et la rivalité politique et armée ont fait qu'une réponse efficace ou unifiée à ces menaces et enjeux soit impossible au moins dans les courts et moyens termes.

Par exemple, les développements de 2016 jusqu'à présent sont illustratifs des sérieuses limitations dans la capacité de la Libye à répondre à la menace évidente posée par l'ISIL qui contrôle la ville côtière de Syrte et dispose

d'une présence dans d'autres régions du pays. Le 3 mai, les forces alliées de la ville de Misrata ont attaqué des postes mis en place par ce qui est connu sous le nom de l'armée nationale libyenne (LNA) dirigé par le général Khalifa Haftar près de la ville de Zallah dans le bassin de Syrte. Ces deux forces rivales étaient censées prendre l'ISIL dans la ville de Syrte, mais ont choisi de se confronter militairement. Les différents groupes concurrents se considèrent mutuellement comme une menace existentielle, mais aucune de ces deux parties rivales ne considère l'ISIL dans une telle optique.

Divers groupes concurrents ont utilisé l'ISIL pour justifier leur action contre leurs adversaires et parfois comme monnaie d'échange politique. Par exemple, le général Haftar dans la région est de la Libye élimine tous ses adversaires de la même manière en les accusant d'être des terroristes, de soutenir les terroristes ou d'être des sympathisants de terroristes et que son avis et celui de ses partisans est suffisant pour lancer des attaques militaires justifiées contre tous ses adversaires. D'autre part, les forces de la ville de Misrata et de leurs alliés islamistes politiques soutiennent que le général Haftar et l'ISIL sont les deux faces d'une même médaille. Cette rivalité rend les perspectives d'unification des secteurs et institutions de sécurité militaire, très improbables, prolongeant ainsi le vide institutionnel.

Capacités de répondre aux défis et menaces de sécurité

Pour comprendre la capacité de la Libye à répondre aux défis et aux menaces de sécurité actuelles dans le pays et la région, il est essentiel d'évaluer la situation politique et institutionnelle du pays.

- **Capacité Politique:** Depuis le renversement du régime de Kadhafi, la Libye a souffert de polarisation politique qui a paralysé les institutions du pays et conduit à l'effondrement complet de la transition politique post-révolutionnaire. La lutte permanente pour le pouvoir et les ressources entre les différentes factions rivales a conduit à la politisation des structures militaires et sécuritaires. Par exemple, la concurrence pour le contrôle du service de renseignement, de la défense et des ministères de l'intérieur tout au long de ces dernières années, a été un échec complet dans les secteurs de la sécurité et de la défense en Libye. Les postes clés au sein de ces institutions ont été alloués pour représenter différents groupes opposés, qui ont abouti à des institutions paralysées incapables de livrer un sentiment de sécurité ou d'établir les bases d'institutions durables. La conséquence a été le renforcement des acteurs non étatiques périphériques au détriment des institutions de l'Etat central.
- **Capacité institutionnelle:** La polarisation politique et le fractionnement qui caractérisent la trajectoire de la transition politique en Libye ont eu un impact évident sur le développement institutionnel dans La Libye de l'après-Kadhafi. la capacité institutionnelle de la Libye pour répondre à ses problèmes de sécurité évidents a été paralysée par les luttes intestines au sein des institutions de sécurité et de défense. La corruption et la mauvaise gestion ont conduit à des pertes énormes de ressources financières indispensables pour la reconstruction et le développement. Ce vide institutionnel a été rempli par les factions armées établies.

Acteurs et intervenants clés

Les divers groupes et intervenants clés de la Libye ne sont pas homogènes et sont généralement fragmentés et divisés en petits groupes. Les alliances formées étaient plutôt basées sur la convenance, les intérêts et les menaces communes, et elles disparaissent une fois que ces intérêts ou menaces communes disparaissent. Depuis 2011, de nombreuses alliances se sont formées et ont disparu.

Actuellement, en Libye il y a trois gouvernements différents qui se concurrencent, deux se trouvent dans la capitale, Tripoli, et le troisième dans l'est du pays. Le gouvernement de Tripoli est internationalement reconnu et soutenu par l'ONU suivant une entente nationale dirigé par le Premier ministre Faeiz Serraj. Toutefois, le gouvernement n'a pas beaucoup de contrôle au-delà des limites de Tripoli et est soutenu par les factions clés de la puissante ville de Misrata. Le gouvernement de salut national dirigé par le Premier ministre Khalifa al-Ghwell est également basé à Tripoli et est soutenu par l'ancien Congrès national général qui a cessé d'exister et son président Nuri Abusahmain. Le gouvernement du Salut a le soutien d'une coalition de groupes armés des villes de Tripoli et Misrata et continue de défier l'autorité du gouvernement soutenu par l'ONU, pour le contrôle de Tripoli.

En attendant, le gouvernement intérimaire libyen dirigé par le Premier ministre Abdullah al-Thini basée dans la ville de Bayda dans la région est de Libye est soutenu par des factions de la Chambre des représentants, reconnue par la communauté internationale. Le Général KhalifaHaftar, le commandant général de la puissante armée nationale libyenne, soutient ce gouvernement intérimaire et a jusqu'à présent a refusé de reconnaître le gouvernement internationalement reconnu et soutenu par l'ONU à Tripoli.

Depuis 2011, la scène libyenne a été inondé de nouveaux acteurs et parties prenantes. Cependant, la scène a été caractérisée

par une relation toxique entre un centre faible et des périphéries de plus en plus fortes et concurrentes. La liste suivante donne un aperçu des principaux acteurs en Libye aujourd'hui - en particulier ceux qui ont un impact direct sur la situation sécuritaire en Libye et dans la région:

Les Groupes armés de Misrata (ex- Coalition de Fajr Libya): Misrata a l'une des forces les plus redoutables de l'après-Kadhafi en Libye. Le contrôle de la force armée de Misrata va bien au-delà de la ville elle-même. Il s'étend jusqu'à Tripoli, la capitale et la ville de Sebha - ville principale dans la région méridionale du Fezzan, ainsi que, certaines parties du district de Jufrah stratégiquement important situé à environ 600 km au sud-est de Misrata. Selon les estimations, les forces de la ville de Misrata et de ses alliés comptent environ 25 milles personnes, et ils sont équipés de lance-roquettes, de chars et d'hélicoptères et ont au moins trois avions de combat fonctionnels capables de mener des attaques aériennes. Ces forces ont le contrôle de trois bases aériennes à savoir Misrata, Jufrah et Temenhent près de Sebha. Les forces de Misrata ont des alliés à Tripoli, un certain nombre de groupes locaux armés basés à Tripoli et au sud de la Libye. Les Misratans ont formé une alliance avec des groupes armés de la tribu des Awlad Suliman (les enfants de Suliman), une tribu qui a une influence importante sur la sécurité des sites pétroliers clés dans la région sud grâce à sa force de 3ème division. Dans la région de l'Est de la Libye, Misrata avait bien établi des liens avec d'anciens groupes révolutionnaires précédemment connus sous le nom du «Bouclier de la Libye» à Benghazi et des groupes extrémistes tels que Ansar al-Sharia, sans oublier «le Conseil Révolutionnaire de la Choura» à Benghazi en 2014. Sur le plan régional, les forces de Misrata sont bien connectées aux principaux acteurs régionaux tels que le Qatar, la Turquie et le Soudan. Ces connexions bien établies; les capacités et les alliances font de Misrata l'un des acteurs clés ayant une véritable influence sur la situation sécuritaire en Libye et dans une certaine mesure dans la région Sahélo-Saharienne, en particulier en termes de migration irrégulière et de traite des personnes. Suite à la création du conseil présidentiel du gouvernement de l'Accord national (GAN) en Décembre 2015, les groupes armés au sein de Misrata se sont divisés entre ceux qui soutiennent le GAN et ceux qui s'y opposent.

1. Le camp Pro-GAN: La majorité des principaux groupes armés de Misrata et les acteurs clés ont promis leur soutien pour la GAN. Ces groupes armés comprennent les brigades puissantes d'al- Halbous et al-Mahjoob, ainsi que, le Bouclier de la Libye, puissance centrale et majoritaire de la troisième force de Misrata. Ces unités sont situées à Tripoli, Misrata et dans la région méridionale du Fezzan en Libye.
2. Le camp Anti-GAN: Cela inclut des groupes comme la brigade d'Al-Marsa et Jabhat al-Soumood qui ont des tendances djihadistes et sont liés à des figures de Groupes Islamiques combattant en Libye (GICL). Le controversé ex-membre du Congrès de Misrata Salah Badi est à la tête de Jabhat al-Soumood. Ces factions ont soutenu un groupe d'extrémistes de Benghazi dirigé par le commandant Zaid Bala'am sur les postes de l'armée nationale libyenne, le 3 mai 2016. Ces groupes sont fidèles à l'ancien GNC à Tripoli et suivent le commandement du chef d'état-major du GNC, le Gen. Jaddallah al-Obaidi...

L'armée nationale libyenne (ANL): L'Armée nationale libyenne est une autre force redoutable qui est bien équipée, bien financée et bien relié à la fois à l'intérieur et à l'extérieur de la Libye. L'Armée nationale libyenne dirigée par le général Khalifa Haftar et soutenue par la Chambre des représentants internationalement reconnue a sa base de pouvoir dans la région Est de la Libye. Elle a le soutien de toutes les tribus clés et les autorités locales la région Est de la Libye, et a le soutien des groupes Tebu en la région Sud de la Libye. L'ANL a une alliance importante avec les groupes armés de la puissante ville de Zintan et Wershafana à l'ouest de Tripoli. À l'heure actuelle, l'ANL a mobilisé les forces vers Syrte et vers ce qu'on connaît sous le nom de «croissant du pétrole», la région où la majeure partie de l'infrastructure pétrolière de la Libye se trouve, alliances de l'ANL à travers la Libye et le territoire actuel qu'elles couvrent, lui donne un énorme avantage en termes d'influence sur l'infrastructure et la production du pétrole en Libye. En outre, ses connexions dans le Sud de la Libye et les liens avec des groupes Tebu lui donnent potentiellement un rôle clé dans la lutte et une influence importante sur la question de la migration irrégulière et les réseaux de traite de personnes, étant donné l'engagement de certains groupes Tebu et certaines figures les représentant, dans ces activités. L'ANL a le soutien des principaux acteurs régionaux dans la région, notamment l'Egypte, les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite. L'ANL a quelques sous-groupes identifiables à savoir:

1. Les brigades Zentan: La ville ouest de Zentan a les forces les plus puissantes et les plus redoutables en Libye. elles ont joué un rôle clé en 2011 et ont été présentes en Libye jusqu'en Août 2014, lorsqu'elles ont été forcées de quitter Tripoli par une coalition de forces islamistes et Misratan. Actuellement, les forces de Zentan sont dans une alliance avec le ANL, mais essaient au même temps de garder une certaine autonomie.
2. Les brigades du Tawhid (Salafistes): Un leader salafiste appelé Achraf al-Mayar commande ce groupe, il est originaire de la ville de Marj où se trouve actuellement le Commandement général de l'ANL. Le groupe a prêté allégeance au général Khalifa Haftar en 2014 après avoir reçu la Fatwa émises de hauts dignitaires religieux dans le mouvement salafiste en Arabie Saoudite les appelant à se joindre à la lutte contre les groupes djihadistes tels que l'Etat islamique et Ansar al-Sharia.

3. Les brigades d'Al-Sharif (Tebu): Cette brigade a rejoint l'Opération de retour de Dignité de l'ANL en 2014. Le groupe a pris part à la lutte dans les villes de Benghazi et Derna contre l'État islamique et d'autres groupes islamistes. Il est considéré comme la force principale de l'ANL dans la région des frontières méridionales. Depuis 2014, le groupe a commencé à jouer un rôle de plus en plus important dans la sécurisation des infrastructures pétrolières et de gaz dans les bassins de Syrte, Sarir et Kufra. Le groupe est dirigé par un officier de l'armée de Tebu appelé Ali Sidi et soutenu par le leader clé Tebu Essa Abdulmajid. Ce groupe est la représentation de la rivalité entre les Arabes, Tebu et les factions Touaregs en Sud de la Libye. Chacun de ces groupes a décidé de conclure une alliance avec un partenaire puissant du Nord comme l'ANL, Misrata ou des groupes islamistes. En plus des groupes Tebu, l'ANL et son leadership dans l'est du pays ont été identifiés dans un rapport de panel d'experts par le comité des sanctions du Conseil de sécurité des Nations unies sur la Libye, comme étant des groupes qui utilisent des rebelles régionaux de mouvements tels que «justice et égalité soudanaise» qui combattent pour avoir encore plus d'influence et le contrôle absolu sur les territoires du désert libyen, y compris les installations pétrolières vitales.

Les fédéralistes armés (Garde des Installations pétrolières dans la Région centrale - PFG) : Elle est considérée comme l'unité PFG la plus visible et la plus influente. C'est aussi la plus grande. C'est dû principalement au fait qu'en mars 2013, le centre de PFG a été transformé en un mouvement politique et armé - le mouvement fédéraliste armé- le groupe a créé son propre bureau politique et a tenté de créer son propre gouvernement contestant l'autorité du pouvoir central à Tripoli. Ibrahim Jathranis est le leader de ce groupe. Il prétend avoir environ 18 milliers de combattants qui le soutiennent dans l'est de la Libye. Ce nombre est sans doute exagéré et prend en compte le soutien que Jathran a obtenu en 2013 et 2014, mais qu'il a perdu en grande partie lors de l'Opération Dignité dirigée par le général Haftar en mai 2014. Selon des sources militaires bien informées, le nombre de combattants fidèles à Jathran dans la ville de Ejdabyia est estimé à 2500. Les indications actuelles montrent que le soutien tribal et matériel dont jouit Jathran, a considérablement diminué dans les régions est de la Libye. Actuellement, le groupe soutient le gouvernement soutenu par l'Accord national des Nations Unies, mais ce soutien n'est ni loyal ni authentique, il s'agit plutôt d'une alliance tactique.

Les groupes armés de Tripoli: Tripoli est divisé en zones d'influence et en sphères de contrôle pour les différents groupes armés. Certains groupes armés clés incluent la brigade al-Nawasi, qui est une brigade salafiste et nominalement sous l'autorité du ministère de l'Intérieur. Le chef de ce groupe est Abdulraof Kara. Le groupe prétend combattre la criminalité à Tripoli, en particulier les crimes liés aux médicaments et à l'alcool. Un autre groupe clé dirigé par Haitham al-Tajouri et connu sous le nom de l'Unité des opérations spéciales est essentiellement sous le contrôle du ministère de l'Intérieur. Le chef du groupe a déplacé son alliance à plusieurs reprises en s'alignant avec divers groupes à différents moments. L'autre groupe clé en Libye est le conseil militaire Abu-Salim, qui est maintenant connu sous le nom de brigade Salah -Albarky, du nom de son fondateur, tué en mars 2015 lors d'un combat contre les forces de la ville de Zentan. C'est l'un des groupes armés islamistes en Libye liés à des groupes islamistes politiques à Tripoli. Formée en été 2015, Albarky est devenu un élément clé de l'alliance Fajr Libya. D'une manière générale, la capitale, Tripoli, est actuellement divisée entre deux alliances. L'une est dominée par les forces de Misrata et l'autre par les dirigeants du Groupe des combattants islamiques libyens et soutenu par le Grand Mufti Sadiq al-Gheriani et l'ancien GNC conduit par son président NuriAbusahmain.

Les groupes extrémistes armés: Ils représentent un défi de sécurité et de menace à long terme pour la région Sahélo-Saharienne souffrant déjà de conséquences économiques désastreuses. Les groupes extrémistes sont devenus de plus en plus interconnectés et leurs activités transfrontalières se sont accrues de façon spectaculaire depuis 2011. Ils ont utilisé la Libye en tant que refuge pour planifier et mener des attaques dans la région du Sahel et les pays d'Afrique du Nord comme le Mali, l'Algérie et la Tunisie. Ils sont également engagés dans le commerce illicite et d'autres activités criminelles comme la drogue et la traite des personnes. Ils représentent une énorme menace pour la sécurité des infrastructures pétrolières et de gaz dans la région et pour les activités du tourisme. La Libye a un certain nombre de groupes extrémistes dans diverses parties du pays, dont ce qui suit:

Le Conseil Derna Mujahideen Shura (CDMS): C'est une coalition de groupes extrémistes armés locaux basée dans la partie est de la ville de Derna. Elle est liée à l'ancien Groupe de combattants islamiques libyens et souvent accusée d'avoir des liens avec Al-Qaïda. Le groupe est opposé à la NAL dans la partie est de la Libye, et au moment de l'élaboration du présent document la possibilité d'affrontements armés entre DMSC et A LN est très probable. Le groupe est soutenu par les figures de l'ex-GICL de Tripoli tels que Sami al-Saadi (membre du Conseil Fatwa à Dar al-Ifta), et Khaled al-Sharif (ancien vice-ministre de la Défense). Le groupe continue à obtenir le soutien de ses partisans à Tripoli, sous la forme d'un soutien financier, ainsi que, des armes et des munitions. La coalition est estimée à 2000 - 3000 combattants actifs appartenant à diverses factions de la coalition. Les principaux groupes sont la brigade Martyrs d'Abou Salim, l'Armée islamique et certains combattants de Ansar al-Sharia en Derna qui ont décidé de se joindre DMSC dans la lutte contre l'ISIL en Juin 2015. Le DMSC est également liée à l'ancien GNC et à son chef d'état-major Gen. Jadallah al-Obaidi. Suivant l'expulsion de l'ISIL de la ville, le DMSC essaie maintenant de mettre en place la Force de défense de Derna dans une tentative de se constituer en groupe clé dans la ville de Derna et tentent d'établir des liens avec le nouveau gouvernement de l'Accord National, soutenu par l'ONU.

1. Ansar al-Sharia: C'est l'un des principaux groupes extrémistes qui ont établi leur présence en Libye après la chute du

régime de Kadhafi. Il a (ou à un moment donné a eu) également été présent dans diverses parties de la Libye, y compris dans les villes de Derna, Benghazi, Ejdabyia, Sabratha, Misrata et Syrte. Rien qu'à Derna, le groupe est estimé à 600 combattants. Le groupe compte parmi ses rangs des associés de l'ex-Alqaeda. Il semble aussi avoir des liens avec des groupes terroristes régionaux tels que Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) dont le chef, Mokhtar Bel-Mokhtar, aurait été reçu et hébergé par le groupe à Derna et Ejdabyia où il aurait été tué lors d'un bombardement aérien américain en Juin 2015.

2. L'ISIL (L'état islamique ou l'IS): L'ISIL a établi ses plus grands bastions à l'extérieur de la Syrie et de l'Irak, à savoir en Libye. En Octobre 2014, le groupe a pris le contrôle de la ville de Derna faisant de la ville le premier bastion de l'ISIL en dehors de la Syrie et de l'Irak. Il cependant a été expulsé complètement hors de Derna en Mars 2016 suite à une révolte populaire en Juin 2015. Après le soulèvement des forces DMSC locales et des forces terrestres de l'ANL, les unités de Force aérienne ont tous pris part à la lutte contre l'IS. Cependant, après le début de l'insurrection, l'IS a réussi à prendre le contrôle de la ville de Syrte, en été 2015, après que les forces de la ville de Misrata qui contrôlaient Syrte se soient retirés, laissant ainsi la ville aux mains de l'IS. Le groupe a une plus petite présence dans d'autres régions du pays, y compris au fond du désert libyen et autour de Tripoli, en particulier dans les villes de Zliten et de Sabratha. Le groupe a été en mesure de se développer en Libye malgré l'absence de tout soutien populaire en raison de la lutte armée et politique en cours entre les différents groupes concurrents et les gouvernements. La menace croissante de l'ISIL en Libye soulève la possibilité d'une nouvelle intervention étrangère.
3. Les Réseaux de Traite des êtres humains: Les meneurs de réseaux de traite des personnes se considèrent comme étant des hommes d'affaires qui « fournissent un service ». Ils sont désormais bien établis, et ont des liens avec des groupes extrémistes, des employés et des fonctionnaires gouvernementaux, des autorités locales et des groupes armés. Profitant de la corruption généralisée et l'impunité dans des pays comme la Libye, ces réseaux posent un défi sérieux de sécurité pour toute stratégie nationale ou sous régionale de lutte contre les flux migratoires irréguliers.

Outre les institutions étatiques traditionnelles et les acteurs politiques, économiques ou de sécurité, il existe un certain nombre de grands acteurs et parties prenantes qui sont généralement négligés, alors qu'ils sont directement touchés par les menaces et les enjeux de sécurité en Libye.

Les autorités locales (local CSOs): Les autorités locales en Libye ont été un intervenant clé en termes de tentatives de résoudre certains des défis et menaces contre la sécurité. Par exemple, partout dans le pays, elles ont été les premières à lancer l'alarme quant aux activités de traite des personnes. Leur préoccupation était la sécurité, étant donné que les groupes djihadistes extrémistes auraient eu recours à des voies de migration illégales pour ramener leurs militants en Libye. Ce qu'ils craignaient également, c'est que la traite des humains soit à l'origine de maladies et d'épidémies telles que l'Ebola. Leurs activités incluent la sensibilisation et la mobilisation des organismes gouvernementaux et des acteurs non étatiques locaux afin qu'ils agissent contre ces défis et menaces contre la sécurité.

Les tribus: Les tribus ont joué un rôle important dans certaines parties de la Libye, où elles sont dominantes, en particulier à l'est, au sud et dans une moindre mesure à l'ouest. Par exemple à l'est de la Libye les tribus ont joué un rôle essentiel dans la formation et le soutien de l'armée nationale Libyenne (ANL) dirigée par le général Khalifa Haftar. Elles ont soutenu l'ANL dans ses tentatives d'établir une armée nationale pour lutter contre les groupes djihadistes extrémistes. Les tribus libyennes ont utilisé l'immunité sociale ou tribale, comme une arme dans la lutte contre les groupes extrémistes et la traite des personnes et toute personne de la tribu engagée dans de telles activités perdrait l'immunité tribale de leur tribu par exemple, leur tribu ne les aiderait pas ou ne les défendrait jamais s'ils étaient impliqués dans de telles activités.

Les groupes armés locaux et les gangs criminels: Les groupes armés et les gangs criminels sont des acteurs cruciaux sur la scène libyenne en matière de menaces et de défis de sécurité auxquels est confrontée la Libye d'aujourd'hui. Certains groupes armés locaux sont impliqués dans les activités de traite de personnes, tandis que d'autres ont été impliqués dans des activités criminelles telles que l'extorsion, le kidnapping pour obtenir des rançons, etc. D'autre part, certains groupes armés basés localement ont joué un rôle clé dans la lutte contre la traite des êtres humains tels que «L'homme masqué de Zuwara» qui ont maîtrisé les passeurs dans la ville de Zuwara où la majorité des réfugiés ou des migrants se lançaient dans leur dangereux voyage vers l'Europe.

III. DIMENSION SAHARIENNE

REGIONALE

SAHELO-

La région sahélo-saharienne a été la plus affectée par les développements en Libye depuis la chute du régime de Kadhafi. Le régime était une source d'instabilité régionale, et la richesse pétrolière était utilisée pour soutenir toutes sortes de mouvements rebelles autour de la région du Sahel et de l'ensemble du continent africain; du trafic d'armes jusqu'à l'établissement de camps d'entraînement en Libye pour des gens comme Charles Taylor du Libéria ou Foday Sankoh de la Sierra Leone, sans oublier la guerre contre le Tchad pour réclamer les Gaddafi Aozou Strip. Cependant, la Libye a réussi à être un bastion de stabilité dans une région très instable. Cela est particulièrement vrai quand on se réfère aux deux dernières décennies du régime de Kadhafi. Les frontières de la Libye ont été relativement bien contrôlées et Kadhafi était parfois un acteur constructif dans les accords de paix au Mali et au Niger. Peut-être plus important encore, la Libye non seulement avait fait des investissements directs étrangers aux pays voisins du Sahel, mais avait également été une source d'emploi pour les gens de proximité et les pays africains lointains. Néanmoins, tout cela a disparu, et la Libye est devenue elle-même la source d'instabilité, avec d'énormes répercussions pour la région du Sahel.

La chute du régime de Kadhafi et l'effondrement de l'Etat libyen ont multiplié les problèmes de sécurité et les menaces dans une région instable et sujette aux conflits. Le Sahel et le nord du Mali en particulier ont été les premières victimes de l'instabilité post Kadhafi. Les stratégies auraient dû particulièrement cibler la situation dans la région du Sahel et les différents acteurs auraient dû être impliqués pour restaurer les structures de gouvernance locale et pour offrir des opportunités économiques à travers l'économie sociale et l'entrepreneuriat social. Cela n'a pas été fait et les forces armées islamistes expulsées du nord du Mali ont facilement établi de nouvelles bases d'arrière-garde ailleurs, y compris dans la région libyenne au sud de Fezzan, mais aussi dans les villes libyennes du nord comme Derna, Ejdabyia, Syrte et Sabratha. Concevoir une nouvelle approche de la région ne sera pas facile et impliquera de poser des questions difficiles sur les efforts de stabilisation en cours dans la région. Sans une nouvelle approche, les efforts de stabilisation en cours ne seront pas durables. La communauté internationale va simplement éteindre un feu dans un seul endroit pour le rallumer ailleurs dans la région jusqu'à ce que le processus fasse le tour complet pour revenir à l'endroit où il a commencé.

Impact de l'instabilité de la Libye sur la région sahélo-saharienne

L'instabilité en Libye a un énorme impact sur les pays et les gens dans la région du Sahel du point de vue humanitaire et sécurité humaine, ainsi que de la sécurité économique.

Après les événements de 2011 et la chute subséquente du régime de Kadhafi, les pays voisins de la Libye, en particulier ceux de la région du Sahel, ont dû faire face à l'afflux de centaines de milliers de rapatriés traumatisés et appauvris, ainsi qu'à l'afflux d'un grand nombre (non spécifié) et non quantifiable d'armes et de munitions de l'arsenal libyen. Bien que le volume et l'impact de la population rapatriée diffèrent d'un pays à l'autre, l'afflux a clairement le potentiel d'exacerber une situation déjà précaire et fragile dans ces pays. En outre, ces pays sont directement menacés par une crise de sécurité alimentaire et la malnutrition imminente pourrait aggraver encore plus la situation politique, sociale et économique dans la région. La chute du régime de Kadhafi en Libye a également conduit à la perte de nombreuses vies civiles et a posé des défis humanitaires graves pour de nombreux pays africains.

Fragmentation et multiplication des intervenants en Libye

L'instabilité institutionnelle en Libye complique davantage la situation pour tout engagement régional ou de réponse pour faire face aux menaces et aux défis de sécurité. De 2011 -2014, l'instabilité institutionnelle signifiait qu'il n'y avait pas de continuité dans les institutions étatiques. Les officiels, les intervenants et les interlocuteurs changeraient dans des laps de temps très courts. Cette instabilité institutionnelle signifiait que l'engagement de la Libye dans les accords bilatéraux ou multilatéraux pour relever les défis de sécurité persistants et en constante évolution ne pouvait être garanti.

Après l'élection de la Chambre des représentants en Juin 2014, l'instabilité institutionnelle a empiré. La Libye est devenue divisée entre deux autorités dont chacune revendiquait la légitimité en tant que seul représentant de l'Etat libyen. Cette multiplication des parties prenantes en Libye a rendu tout engagement bilatéral et multilatéral avec la Libye impossible. Il y a des craintes justifiées que l'engagement avec l'une des autorités concurrentes et non l'autre alimenterait le conflit dans le pays.

Réponse et coopération régionales

La réponse régionale aux problèmes et menaces de sécurité en Libye a été faible du point de vue stratégies et actions. Malgré les tentatives des voisins pour coordonner les efforts entre eux y compris lors de la dernière rencontre en mars 2012, en Tunisie pour tenter de formuler une réponse jointe à la crise évoluant en Libye et plus spécifiquement à la menace croissante de l'ISIL en Libye. Les représentants ont assisté à la réunion de l'Union africaine et de la Ligue arabe. Cependant, ces réunions multilatérales n'ont abouti aucune réponse tangible sur le terrain.

Le problème avec les acteurs régionaux dans le cas de la Libye est qu'ils ne sont pas sur la même longueur d'onde en ce qui concerne la crise en Libye. L'Égypte par exemple soutient l'armée nationale libyenne et son chef le général Haftar et plaide pour la levée de l'embargo sur les armes. Le soutien ne s'arrête pas là; l'ANL reçoit un soutien technique et des renseignements, ainsi que, les armes et les munitions à travers l'Égypte, généralement payés par les Emirats Arabes Unis et l'Arabie Saoudite. D'autre part, l'Algérie tente de maintenir une position neutre par rapport aux développements en Libye et aux autorités majoritairement islamistes de Tripoli, les responsables algériens semblent être contre l'approche égyptienne en Libye et la considèrent comme contre-productive. D'autre part, certains pays de la région ont été accusés par certaines sources libyennes d'exporter leurs problèmes internes à travers la frontière vers la Libye en profitant du vide et de l'instabilité dans le pays.

IV. LES INTERETS STRATEGIQUES DE LA LIBYE EN REGION SAHELO-SAHARIENNE

La Libye Post-Kadhafi n'a pas eu le temps ou l'espace pour développer une nouvelle stratégie pour ses intérêts dans la région sahélo-saharienne. Depuis 2011, les gouvernements libyens successifs ont cherché à tourner la page sur certaines pratiques et politiques de l'ère de Kadhafi dans la région du Sahel et sur le continent africain en général. Lors d'une visite à Khartoum en Décembre 2012, l'ancien Premier ministre Ali Zeidan a dit à son homologue soudanais lors d'une conférence de presse «Le régime de Kadhafi a endommagé la relation entre nos deux pays par son mépris de nos relations fraternelles, diplomatiques et humaines». Au cours de la conférence de presse le Premier ministre Zeidan a présenté ses excuses pour des décennies d'ingérence de Kadhafi dans leurs affaires intérieures et les a assuré que de telles pratiques faisaient partie d'une époque révolue. Au cours de cette visite, le chef d'état-major et le chef des services de renseignement, entre autres, ont accompagné le premier Ministre Zeidan et ont tenu des réunions. spécifiques avec leurs homologues soudanais pour résoudre les problèmes de coopération et organiser la formation de nouvelles forces libyennes de sécurité dans les écoles militaires soudanaises. Cela donne une idée du genre de coopération bilatérale dont la Libye et la région sahélo-saharienne pourraient bénéficier en vue de faire face aux défis communs et aux menaces communes de sécurité.

La Libye a d'énormes intérêts stratégiques dans la région Sahelo-Saharienne. À l'heure actuelle, la principale préoccupation de la Libye pour cette région est la sécurité. Le flux d'armes et de combattants djihadistes constituent une menace majeure et commune à toute la région. C'est considéré comme un facteur majeur d'instabilité du pays. En outre, la Libye étant un pays de transit pour la migration vers l'Europe, avec des réfugiés arrivant de nombreux pays d'Afrique subsaharienne, la Libye, ces pays et l'Europe ont intérêt à s'unir pour faire face à ce phénomène exploité par des groupes criminels et djihadistes dans la région.

La menace sécuritaire dans ce cas est bidirectionnelle, les retombées en Libye ont déstabilisé le Mali en 2012. Kadhafi a recruté un grand nombre de combattants touaregs à ses côtés pendant la guerre, et quand il a été renversé, bon nombre de ces combattants sont retournés au Mali et ont déclaré une république indépendante dans la partie nord du pays. L'autre facteur important est que ces combattants en rentrant au pays, ont ramené avec eux des armes lourdes appartenant au régime de Kadhafi, ce qui a rendu la rébellion beaucoup plus puissante. L'accroissement du flux d'armes hors de la Libye a également aidé les groupes terroristes actifs dans la région, en particulier Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI). La poursuite du conflit en Libye, signifie une source continue d'armes et de combattants expérimentés qui peuvent déstabiliser d'autres Etats africains. Le flux de drogues en provenance d'Afrique de l'Ouest et passant par la Libye aide également les groupes terroristes d'un point de vue financier. Ces activités ont un énorme effet déstabilisateur sur la situation en Libye autant que sur la région du Sahel.

La Libye a d'importants intérêts économiques dans la région sahélo-saharienne. Cependant, il y a d'énormes préoccupations au sujet de l'avenir des investissements libyens en Afrique, et en particulier dans cette région. Depuis la chute du régime de Kadhafi, les pays africains tentent de nationaliser les investissements libyens dans leur pays, comme le Togo, qui cherche à nationaliser la société libyenne ayant acheté la majorité des entreprises de phosphate. Cela vaut également pour le Mali et le Niger. La Libye a intérêt à sauvegarder et à protéger ces investissements et potentiellement continuer à jouer un rôle essentiel dans le développement de la région sahélo-saharienne à travers des stratégies d'investissements étrangers directs. Ces intérêts sont communs à toute la région et il serait facile de faire valoir la conformité de ces intérêts avec ceux des autres pays de la région. Cependant, la nature de l'héritage laissé derrière l'ancien régime a en quelque sorte alimenté un conflit

d'intérêts entre les pays. C'est certainement le cas avec la Libye et certains pays sahélo-sahariens concernant les investissements réalisés par le portefeuille africain par exemple, ou l'implication négative de tels que l'Egypte et le Soudan; Une guerre par procuration prendrait forme en Libye.

V. STRATEGIES BILATERALES ET MULTILATERALES DANS LA REGION SAHELO-SAHARIENNE

Comme mentionné dans les sections précédentes du présent document, les stratégies bilatérales et multilatérales dans la région sahélo-saharienne sont insuffisantes et mal adaptées pour répondre proprement aux défis et menaces de sécurité dans la région.

Par exemple, le Soudan et la Libye ont convenu d'une force conjointe pour patrouiller leurs frontières communes en 2013. Cette force a contrecarré avec succès les tentatives de trafic d'armes et de traite des personnes le long de la frontière entre la Libye et le Soudan. Mais la Libye a suspendu sa participation à cette force en août 2015 en raison des frictions entre les autorités soudanaises et le gouvernement dans la partie est de la Libye dirigé par le Premier ministre Abdullah al-Thini. Frictions dues au soutien apporté au Soudan par l'unité de la Force aérienne basée à Misrata et par d'autres forces islamistes proches de Tripoli. De telles tensions risquent de provoquer un nouveau type de confrontation et entraîner une instabilité dans la région frontalière entre la Libye et le Soudan. Dans ce qui semble être des représailles, le leader de l'ANL, le général Haftar aurait établi des liens avec les Soudanais - Mouvement justice et égalité - en leur offrant refuge dans le Sud-Est de la Libye et pour potentiellement les utiliser pour promouvoir son influence au niveau de la frontière L'Egypte et la Libye ont un arrangement similaire et il semble fonctionner efficacement. L'arrangement Libye-Egypte est conçu pour répondre aux besoins des communautés locales à proximité des zones frontalières des deux pays. Par exemple, les restrictions d'entrées et visas ont été remplacés par un mécanisme d'entrée spécial pour les résidents dans les villes frontalières de Tobrouk et Matrouh, mis en place par les autorités locales des deux villes. Cela a gagné la confiance de ces communautés et assuré leur coopération en termes de trafic d'armes, de drogues et de traite de personnes.

L'initiative lancée par les pays voisins pour aider aux efforts de stabilisation et de soutien est la plus pertinente dans ce cas. Cependant, les pays concernés ont des positions différentes sur la situation en Libye. Par exemple, l'Egypte a appelé à l'intervention en Libye pour lutter contre la menace croissante du terrorisme et a appelé à la levée de l'appui de l'embargo sur les armes de l'armée nationale libyenne dirigée par le général Haftar dans la partie est de la Libye, tandis que l'Algérie s'est opposé à toute forme d'intervention étrangère ou régionale en Libye. De telles divisions entre les Etats arabes ont fait que des propositions d'une force arabe commune ne réussissent pas à voir le jour malgré l'optimisme initial début 2015. Une réunion, qui devait avoir lieu en août de l'année dernière, a été reportée «indéfiniment» jusqu'à nouvel avis. Le but de cette réunion était de décider de la composition et des règles d'engagement de la force commune, qui devait combattre «la terreur» dans la région.

La Force de Veille Africaine partie de l'Architecture de l'Afrique pour la paix et la sécurité (APSA) est un outil crucial du continent africain pour faire face aux défis et menaces à la sécurité d'aujourd'hui. La Libye a joué un rôle clé dans l'établissement de cette force sous le régime de Kadhafi. Le secrétariat général de la force a été hébergé par des volontaires libyens au cours de la phase initiale de démarrage qui a duré trois ans (2005-2008). Puis, en 2008, il a été recommandé que le secrétariat général de la force s'installe à Tripoli et ça a été le cas jusqu'à ce que les événements de 2011 aboutissent à la chute du régime de Kadhafi. Cependant, sans plans ou engagement, la Force de veille africaine ne semble pas être pertinente dans le cas de la Libye. Une autre initiative ambitieuse de la région du Sahel est celle du CEDEAO qui a élaboré un cadre régional global pour la promotion de la bonne gouvernance, la paix et la sécurité, sur la base du Cadre de prévention des conflits de la CEDEAO. Il a également adopté une position commune sur la migration et une stratégie pour la lutte contre le trafic de drogue et la criminalité organisée, complétée par un plan d'action, qui fournit un cadre d'action réglementaire et opérationnel par les États d'Afrique de l'Ouest. Toutefois, d'un point de vue libyen, cette initiative n'est pas si pertinente parce qu'elle ne dispose pas d'un mécanisme ou d'une plateforme pour un engagement avec un contributeur important. L'initiative de la CEDEAO doit être plus complète et polyvalente à cet égard.

RECOMMANDATIONS

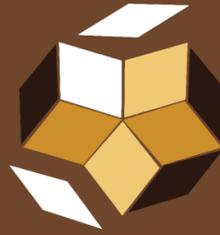
L'ensemble des recommandations suivantes offrent une matière de réflexion pour la Libye et pour toute la région sur les moyens d'améliorer les réponses actuelles aux défis de sécurité communs et aux menaces qui affectent la Libye et la région:

Recommandations pour la Libye:

1. Poursuivre les efforts pour créer des institutions et des structures étatiques unifiées par le dialogue et des moyens pacifiques pour éviter une nouvelle fragmentation et partition potentielles du pays.
2. Une meilleure visibilité et un engagement plus efficace des stratégies et des instruments régionaux en assurant la continuité institutionnelle et le travail sur la fin de la fragmentation et la multiplication des parties prenantes qui ont un impact sur les questions de sécurité locales et régionales.
3. Plus de focalisation et de travail sur les structures de sécurité et de défense dans les régions basés en Libye au lieu de se concentrer sur une structure centrale unique en premier lieu. Paradoxalement, les secteurs de la sécurité et de la défense de la Libye doivent être reconstruits simultanément en utilisant les approches bottom-up et top down.
4. Le gouvernement libyen de l'Accord national doit travailler pour gérer les régions frontalières et les relations locales transfrontalières de manière plus efficace. Cela empêcherait la poursuite de l'exploitation des réseaux d'armes, de drogue et de traite humaine, ainsi que la prolifération de groupes terroristes.
5. Lancer un véritable processus de réconciliation nationale avec des mesures efficaces de renforcement de la confiance pour ouvrir la voie à l'édification des forces de l'armée et de la police nationales de manière efficace.
6. Veiller à ce que la question des droits de citoyenneté pour les Touareg et les Tebu soit abordée et résolue dans la prochaine constitution.
7. D'autres recherches, des études et des données sont requises pour la région du Sud de la Libye afin d'obtenir une meilleure compréhension de la situation sur le terrain pour aborder des questions telles que la migration, la traite et la présence de groupes terroristes.
8. Les autorités en Libye doivent s'inspirer des efforts précédents, des expériences et des tentatives pour réaliser le RSS et le DDR effectuées par les gouvernements précédents en Libye. Les participants à la table ronde sur la Libye ont souligné la nécessité d'une telle réflexion.

Recommandations pour les acteurs sous-régionaux:

1. Considération d'un contrôle des frontières communes et des efforts de surveillance – déploiement de la Force de veille africaine dans le cadre d'une UE-UA conjointe des une mission pour le contrôle des frontières et la surveillance pour aider à sécuriser les frontières du sud de la Libye et lutter contre les armes et les mouvements des combattants, les réseaux de traite des personnes et de migration irrégulière.
2. Promotion du trafic positif et de bonnes pratiques dans les régions frontalières grâce à des accords bilatéraux basés sur les particularités des communautés locales en régions frontalières où les autorités locales de chaque côté de la frontière peuvent jouer un rôle central dans le suivi de la circulation des personnes et des biens. En outre, aider à lutter contre les aspects négatifs tels que la traite humaine, le trafic de drogue et d'armes.
3. Repenser aux relations, accords et partenariats à travers des initiatives de recherche appliquée et novatrices éclairées pour relever les défis et les menaces liées à l'économie, la nutrition, la santé, l'environnement, le personnel, la communauté et la sécurité politique.
4. Suivre une approche de sécurité localisée, améliorer le partage d'information d'État à État et la coopération.
5. Compte tenu des développements libyens et régionaux actuels, il est essentiel de discuter la structure et les mécanismes d'une nouvelle intervention étrangère en Libye, et de ce que cela pourrait impliquer comme problèmes de sécurité et de menaces. IL doit y avoir une stratégie durable à long terme pour les périodes d'intervention et de post-intervention. À cet égard, il est essentiel de réfléchir sur les leçons tirées de l'intervention de 2011 en Libye.



DIALOGUES

SECURITAIRES
DANS L'ESPACE
SAHELO - SAHARIEN

Biographie de l'auteur

Mohamed Eljarh, non-résident fellow -Atlantic Council's Rafiki Hariri Centre for the Middle East.

Résumé

Les études-pays ont mis en relief notamment la question clé de l'Etat et de sa gouvernance au sein de l'espace sahélo-saharien. Ses relations avec les populations se révèlent être un enjeu crucial quand on sait que les revendications identitaires des minorités peuvent déstabiliser toute une région. Les problématiques de l'extrémisme violent et de la criminalité transfrontalières, entre autres, ont été également soulignées.

Mentions Légales

© Friedrich-Ebert-Stiftung, Bureau Bamako, 2016
Responsable : Jan Henrik Fahlbusch,
Représentant Résident
Comité de rédaction : Countel Kanne, Jan Henrik
Fahlbusch

Adresse

Friedrich-Ebert-Stiftung
Badalabougou Est
BP. 428 Bamako - Mali
Tél. : +223-20 22 44 24 • Fax +223-20 22 91 13
Email : info@fes-mali.org
Site web : www.fes-mali.org